L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 6 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 6 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, dans la salle d'encan St-Charles, rue St-Charles,—propriété de prix, formant l'angle des rues Bourbon et Ursulines.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—belle résidence rue d'Orléans, entre Remparts et Bourgogne.

Par Nash & Hudgson, à la Bourse d'encan St. Charles, rue St. Charles—les revenus du marché de la rue Seconde, pour cinq ans.

Par Eugène Tourné, au magasin No 16 de la rue Tchoupitoulas — sardines, vins, fruits à l'eau de vie, etc., sauvés du magasin de MM. Bercier & De Smet.

Aussi.—Champagne.

Par D. E. Morphy, au No 60 de la rue de la Commune. Comestibles endommagés sauvés de l'ancien magasin de MM. Bayley & Pond.

Revenus du marché à l'encan aujourd'hui. —MM. Nash & Hudgson encanteurs vendront aujourd'hui à midi, à la Bourse St. Charles, sous l'Hôtel de ce nom, les revenus du nouveau marché de la rue Seconde, pour cinq ans. Les personnes intéressées feront bien d'assister à cette vente. Voyez l'annonce.

Attention—Deuxième vente de marchandises avariées au magasin de Bercier et de Smet. Voir les avis d'encan par E. Tourné.

Marchandises avariées.—Vente de clôture de MM. Bayley & Pond. Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

La situation ne fait qu'empirer.

Nous avons eu à répondre ces jours-ci à la question suivante ?

" La charte de 1856 ne contenait-elle pas une clause qui imposait comme condition d'éligibilité municipale la possession d'un assessement foncier s'élevant au moins à trois mille piastres ?

Oui, cette clause existait et nous la devions à une législature démocratique. Cette législature, qui fit de très bonnes choses, pensa avec raison que le meilleur moyen de garantir les contribuables de la ville contre les extravagances du parlement municipal était de leur donner pour représentants des contribuables comme eux. Elle crut que la chose serait prise au sérieux, que les électeurs s'y conformeraient ou que les deux Conseils sauraient la mettre en vigueur dans le cas où les votants n'y auraient pas pris garde.

Mais on était même alors si peu habitué à ces garanties semblables qu'on oubliait presqu'aussitôt celle dont nous parlons. On vota au hasard comme d'habitude sans s'inquiéter de savoir si ceux pour lesquels on votait remplissaient ou ne remplissaient pas les conditions de la charte. Néanmoins, nous nous rappelons que dans la vérification des pouvoirs de la première assemblée municipale, qui fut élue sous l'empire de la charte de 1850, on souleva la question d'éligibilité à l'égard de deux ou trois membres élus que l'opinion publique désignait comme ne possédant pas l'assessement obligatoire, et l'opinion publique ne se trompait pas. Il fut reconnu que ces deux ou trois conseillers municipaux n'avaient aucun assessement foncier enregistré sous leurs noms. Mais on répondit que l'un était sur le point de faire une acquisition qui le mettrait d'un seul coup dans les rangs des grands propriétaires ; que le second était sur le point de faire un héritage considérable, et que le troisième était un agent ayant charge de payer de fortes taxes pour des personnes absentes dont il administrait les biens.

Cela suffit pour satisfaire la majorité dans les deux Conseils; les membres élus furent admis; force fut à l'opinion publique de souffrir ce qu'elle ne pouvait empêcher et l'incident n'eut pas d'autres suites. Il fut prouvé plus tard que le projet d'acquisition, invoqué par l'un des membres, n'avait jamais existé et que l'héritage, allégué pour le second, était une simple affaire d'imaginative. Il est possible que le premier n'ait pas encore sa maison bien qu'aujourd'hui il paht l'avoir à bon marché et même pour rien ou à peu près, et que l'autre attende encore son héritage. C'est ainsi que dans tous les temps on a traité les lois de garantie sous la République. Ces sortes de lois ne sont jamais exécutées en politique, et où la politique ne va-t-elle pas se nicher ?

Il n'en est pas moins vrai qu'une législature démocratique eut l'honneur de voter la clause conservatrice dont il est question et que si l'on n'y eut pas égard dans l'organisation des Conseils de ville, la faute en fut aux Conseils même et non à la législature générale, dans l'exercice de son contrôle et de sa tutelle.

Cette garantie a été forcément abrogée par les statuts municipaux mis en vigueur sous le régime militaire, et l'on s'est bien gardé de la réintégrer dans la dernière charte votée par une des Législatures radicales de Warmoth, attendu qu'elle eût été un obstacle à l'introduction des nègres dans les Conseils de ville, les nègres n'étant pas propriétaires, ou ne l'étant que par exception. La ville est donc gouvernée par des hommes sans responsabilité constitutionnelle autre que celle qui résulte de cautionnements spéciaux pour la manipulation des deniers publics. On sait la valeur de ces sortes de cautionnements donnés et reçus avec complaisance. Ils valent fort peu et l'on y trouverait rien de réel si l'occasion se présentait d'y avoir recours. Un cautionnement semblable ne constitue pas le propriétaire intéressé primordialement et naturellement à la conservation et à la prospérité de la cité.

Nous avons eu aussi à répondre à la question suivante ? Y a-t-il des propriétaires dans le Conseil actuel des administrateurs de ville ?

Il y en a deux à notre connaissance, et il peut y en avoir davantage. L'Administrateur des assessements est propriétaire; il aurait dû être un des premiers et des plus énergiques défenseurs des contribuables fonciers. Comment se fait-il alors qu'il ait si négligemment traité les contribuables dans toutes les questions se rattachant à l'assessement ? Comment est-il possible qu'il ait souffert, toléré, autorisé, tant d'évaluations exagérées dont la conséquence a été la ruine pour tant de familles ? Personne ne sait mieux que lui ce que vaut au juste un immeuble de la ville, soit par le revenu que cet immeuble donne, soit par l'avantage indirect que sa position particulière peut offrir. Il y a des propriétés qui ne donnent aucun revenu et qui ont, néanmoins, beaucoup de valeur; il en est d'autres qui se louent, dont les loyers se payent, et qui valent fort peu. L'administrateur des assessements sait ou doit savoir tout cela. Ses employés doivent le savoir aussi ; et cependant, tous font comme s'ils l'ignoraient, tous font comme si la Nlle-Orléans raidit, tous font comme si nouveau marché de la rue Seconde, pour cinq ans, ou nouveau marché de la rue Second